



## Communiqué de presse

### LOI IMMIGRATION :

#### Une régression majeure contre les droits fondamentaux

#### Un renoncement indigne aux valeurs d'égalité et de solidarité

Gérald Darmanin l'avait dit, il voulait « rendre la vie impossible aux migrant-es » et la loi immigration est « la plus ferme avec les moyens les plus durs de ces trente dernières années ». Le texte est dénoncé depuis le départ par nos organisations (ATTAC, CGT, CFTD, Confédération Paysanne, FO, FSU, LDH Rodez, Solidaires et UNSA) comme par nombre d'ONG, associations de défense des droits fondamentaux des étranger-es, collectifs de sans-papiers, mais aussi par la Défenseure des Droits qui a dénoncé publiquement des « atteintes aux droits et libertés comprises (...) au mépris des obligations constitutionnelles et internationales de l'Etat ». Le gouvernement a permis ces derniers jours que le texte soit durci par l'intégration de propositions et d'orientation portées historiquement par l'Extrême-droite.

Par la promulgation de ce texte, le Président de la république signerait une régression historique pour les droits et conditions de vie des personnes étrangères, y compris celles présentes depuis longtemps en France : priver les personnes immigrées, en situation régulière ou non, de l'accès aux droits fondamentaux c'est accepter de les placer dans des situations de précarité intolérables.

Cette loi concerne aussi les immigré.es en situation régulière et les enfants de parents étrangers, né.es et vivant en France. En réduisant les droits de celles ceux considéré.es comme les plus faibles, elle est un "pied dans la porte" pour réduire les droits de NOUS TOUT.ES.

Le gouvernement en acceptant de mettre en pratique le principe, discriminant, de préférence nationale, a fait tomber une nouvelle digue idéologique et bafoue plusieurs des principes sur lesquels est fondée notre République : égalité, respect de l'état de droit, solidarité et humanité.

Nous appelons l'ensemble des organisations de la société civile, toutes les forces progressistes et républicaines à agir face à cette attaque majeure contre notre République et sa Constitution, et à construire ensemble des initiatives dans les jours et les semaines qui viennent.

Rodez, le 21 DECEMBRE 2023